



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Arrêtons la guerre de Poutine en Ukraine !

La guerre contre l'Ukraine a commencé il y a plus d'un mois et, avant tout, nous voulons transmettre notre soutien et notre solidarité au peuple ukrainien et à sa résistance. Nous défendons leur pleine souveraineté et le droit des peuples à l'autodétermination. Par conséquent, nous condamnons l'agression lancée par Vladimir Poutine qui a déclenché cette guerre.

La deuxième réflexion dont nous souhaitons faire part, est que la guerre est toujours une défaite de l'humanité et un échec des puissances politiques et économiques qui la causent parce qu'elle produit la destruction des territoires, la mort et la souffrance des populations civiles, alors que les conflits devraient toujours être résolus par la négociation, sans recours à la violence militaire.

Inscrite dans la suite des politiques des blocs impérialistes (Etats-Unis, Russie, Chine, OTAN, ...), cette agression criminelle a pour coupable le régime de Poutine et ses généraux. Cette invasion, menée par une puissance nucléaire, a provoqué une colossale crise humanitaire, des millions de réfugié·es, la destruction du territoire et des milliers de morts ; ceci, dans une région du monde déjà frappée par des milliers de morts depuis 2014.

Pour mettre fin à la guerre, pour la paix, il faut imposer le retrait des troupes russes de l'Ukraine.

En tant que travailleuses et travailleurs, nous répondons selon nos possibilités aux besoins exprimés par nos camarades syndicalistes des pays concernés. C'est le sens du convoi du Réseau syndical international de solidarité et de luttes qui part apporter notre solidarité vers l'Ukraine le 29 avril.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Pour la paix : combattons la militarisation et imposons le désarmement**

Pour la paix dans le monde, les solutions ne viendront pas de l'augmentation des budgets militaires des Etats ni de la fabrication d'armes nucléaires. Au contraire, il faut aller vers un désarmement généralisé.

Nous disons non au réarmement et à la militarisation et nous disons oui à l'interdiction des armes nucléaires. L'exigence historique de dissolution des blocs militaires demeure : nous disons Non au Pacte de Varsovie et à l'OTAN. Nous disons non à l'OTAN et au CSTO !

L'objection de conscience et le refus de servir les armées sont des droits inaliénables. Nous soulignons le courage des femmes et des hommes qui, s'exposant à une dure répression, refusent de soutenir l'aventure belliqueuse de Poutine.

On ne peut prétendre à une paix juste et durable tant qu'on ne reconnaîtra pas que les menaces militaires n'ont jamais servi à construire la sécurité pour les peuples. Nous refusons l'augmentation des dépenses militaires, de la production et du commerce des armes, qui consomment les ressources dont nous avons besoin pour la transition énergétique et pour lutter contre le changement climatique, la pauvreté, les pandémies, etc.

Le rôle de l'impérialisme russe dans la guerre menée aujourd'hui en Ukraine (et ailleurs dans le monde auparavant) ne nous fait pas oublier celui d'autres impérialismes, dans d'autres guerres, d'autres attaques envers des peuples. A commencer par l'impérialisme américain que nous dénonçons à de très nombreuses reprises et que nous continuerons de combattre.

Non à la guerre !

Non à la politique des blocs militaires !

Non aux impérialismes !

Oui à la paix !

Oui à la démilitarisation et au soutien à ceux et celles qui s'opposent au militarisme !

Pour le droit à l'autodétermination de tous les peuples !



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Moción sobre el asesinato de los luchadores sociales y masacres en Colombia**

El cuarto encuentro de la Red Sindical de Solidaridad y Luchas reunidos en Dijon (Francia) del 21 al 24 de abril de 2022 denuncia el exterminio físico a la que están siendo sometidos los luchadores sociales y defensores de las tierras en Colombia que en el mes de este encuentro según los informes oficiales dan cuenta de 51 líderes, 14 firmantes y 33 masacres con 122 víctimas en ellas.

¡Al pueblo de Colombia toda nuestra solidaridad!



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Centres d'appel : soutien aux syndicalistes de Comdata au Maroc**

Alors que l'inflation touche l'ensemble de la planète, les multinationales des centres d'appels refusent depuis plusieurs années d'augmenter les salaires. Pire, plus ça va, plus les entreprises augmentent les cadences laissant peu de place à la qualité et à la préservation de la santé des salarié-es. Pourtant, ces multinationales ne cessent d'engranger des bénéfices et pour celles qui sont côté en bourse, elles voient leur cours exploser (Teleperformance).

Depuis quelques semaines, l'annonce de la fusion Comdata / achat avec Konecra créant pour le coup le numéro 6 mondial du secteur a mis les feux aux poudres. Cette annonce survient après le énième refus des patrons du groupe Comdata d'augmenter les salaires. Des liens entre les syndicats des deux groupes sur plusieurs pays ont été mis en place afin de discuter de la situation des salarié-es et notamment des conséquences sur l'emploi de la fusion. Evidemment, le dégoût de voir des milliards sur la table d'un côté et des centimes de l'autre a provoqué des tensions se traduisant par une mobilisation au Maroc de plusieurs centaines de salarié-es du groupe Comdata.

A ce jour, Comdata refuse le débat sur la répartition des richesses, mais comme à l'époque des colonies le groupe met en place une répression afin de faire taire les salarié-es. En effet, après la première grève, sept responsables du syndicat majoritaire (Union Marocaine du Travail), à plus de 80% des voix aux dernières élections, ont été convoqués pour un entretien ayant pour cause : « arrêt de production de 45 minutes et l'atteinte au libre exercice du travail, et ce par la provocation d'une grève sauvage ». La menace de licenciement ne suffit pas au patron de ce groupe puisque la direction sous-entend vouloir aller en justice. Belle réponse de la part de Comdata qui ne cesse de se vanter d'un dialogue social serein et constructif. Ensemble, nous préparons une réponse à la hauteur des enjeux...

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent les initiatives prises en soutien aux camarades de Comdata au Maroc.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Imediata reintegração do companheiro Cabral**

A Multinacional Johnson&Johnson, localizada em 90 países com sede nos EUA vem sistematicamente atacando brutalmente a organização dos trabalhadores com aparato policial e com demissões de dirigentes sindicais.

O companheiro Wellington Luiz Cabral secretário de meio ambiente da Federação dos trabalhadores Químicos, Farmacêuticos e plásticos FETQUIM, da direção do sindicato dos trabalhadores Químicos e Farmacêuticos de São José Dos Campos, vem sendo demitido desde 2012 pela organização de greves nessa empresa.

Já são 3 demissões, 2 reintegrações e a última está no supremo tribunal pra ser julgada esse ano. Por essa razão a Rede sindical internacional de Solidariedade e luta repudia toda e qualquer ataque a organização dos trabalhadores e exige a imediata reintegração do companheiro Cabral.

### **Reincorporación inmediata del compañero Cabral**

La multinacional Johnson&Johnson, ubicada en 90 países con sede en EE.UU., viene atacando brutalmente y sistemáticamente la organización de los trabajadores con aparatos policiales y con despidos de dirigentes sindicales.

El compañero Wellington Luiz Cabral, secretario de medio ambiente de la Federación de Trabajadores de la Química, Farmacéutica y Plásticos FETQUIM, de la dirección del Sindicato de Trabajadores de la Química y Farmacéutica de São José Dos Campos, está despedido desde 2012 por la organización de huelgas en esa empresa.

Ya van 3 despidos, 2 reincorporaciones y la última está en la corte suprema para ser juzgada este año. Por eso, la Red Sindical Internacional de Solidaridad y Lucha repudia todo ataque a la organización de los trabajadores y exige la reincorporación inmediata del compañero Cabral.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## **Bolsonaro liberta criminoso de ultra-direita! Fora Bolsonaro!**

Bolsonaro concedeu um indulto presencial a um deputado de ultra-direita Daniel Silveira, que foi condenado por 8 anos de prisão pela Suprema Corte por crime de ódio em mais atropelo contra os direitos democrático no país

Esta ação causou uma indignação em amplos setores democráticos do país.

A RSISL repudia esta ação de Bolsonaro bem como a política genocida de Bolsonaro que levou a mais de 660 mil mortos na pandemia.

Nos somamos a população brasileira que exige fora Bolsonaro e Mourão e o cancelamento imediato do vergonhoso indulto.





## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### Support for Logistics Workers (Italy)

The International Labor Network of Solidarity and Struggle expresses its solidarity to the hundreds of workers and union activists in the logistic, meet-packing, food and textile industries who are under attack because of their fights in Italy.

In particular, the bosses dismiss hundreds of combative workers and hired private guards of security agencies to physical attacks strike pickets. The police is systematically using violence against strikers. The state persecutes hundreds of combative workers with judicial procedures, non renewal of residence permits with the threat of expelling workers and their families, and others repressive measures).

All these measures aim to prevent the extension of the struggle to other industries.

We support our full solidarity to the right to strike of our brothers and sisters in Italy.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Apoyo a las trabajadoras de hogar en el Estado Español**

En este IV encuentro de la Red Sindical Internacional de Solidaridad y Lucha, desde el Sindicato Sindihogar/Sindillar (Barcelona) os compartimos nuestras demandas y reivindicaciones y esperamos contar con vuestro apoyo en esta lucha por una vida digna para todas y todos.

El trabajo de hogar ha sido percibido históricamente como una actividad que las mujeres debemos ejercer de manera gratuita en la intimidad de la esfera privada. Nuestro sector ha sido desplazado del concepto hegemónico de trabajo y nosotras hemos sido excluidas del ámbito laboral formal. Hace menos de 37 años que el estado español, a través del Real Decreto 1424/1985, nos ha concedido la insignia de trabajadoras. Pero aún hoy sentimos las consecuencias de esa falta histórica de reconocimiento: antes estábamos excluidas; hoy estamos marginadas.

Hace décadas que ocupamos los márgenes del mercado laboral español. Estamos parcialmente integradas en el Régimen General de la Seguridad Social (RGSS) en un sistema especial que no prevé el derecho a cotizar por paro, que establece la obligación de cotizar por tramos y que no integra las lagunas de cotización en el cálculo de las pensiones.

La discriminación del sector se ve reflejada en las insuficientes prestaciones de Seguridad Social que recibimos, en las míseras pensiones que nos esperan al jubilarnos y en una calidad de vida inferior a la media.

Las trabajadoras de hogar estamos excluidas expresamente de la Ley de Protección de Riesgos Laborales. No existe un marco legal que garantice la seguridad física y psíquica en nuestros ámbitos de trabajo ni con mecanismos para exigir las reparaciones pertinentes.

La regulación laboral especial contenida en el Real Decreto 1620/2011 es inconsistente, ineficiente y no operativa. Se prevé la figura del desistimiento de la parte empleadora, que permite un despido con una indemnización inferior, menos días de preaviso y sin alegar justa causa. Como consecuencia, las compañeras despedidas estando de baja no contamos con herramientas para denunciar la improcedencia del despido. Además, los salarios en especie no están debidamente regulados, lo cual termina por afectar nuestras remuneraciones, sobre todo si estamos trabajando como internas.

A todo ello, se le suma el evidente desinterés del Estado en un contexto social donde persiste una idea reduccionista de nuestra labor, nuestros esfuerzos y nuestra lucha. Aún hoy, gran parte de la sociedad avala los tratos injustos y las remuneraciones irrisorias en el ámbito del hogar. Hay muchos derechos alegremente proclamados en las normativas, pero que con los años se han convertido en papel mojado.



Actualmente, más del 95% de las personas que trabajamos limpiando y cuidando en domicilios particulares somos mujeres y un 60% somos mujeres migrantes. Se estima que somos más de 200.000 trabajadoras ejerciendo la actividad en la economía sumergida, sin papeles, sosteniendo la dependencia en las peores condiciones. La Ley de Extranjería nos impide trabajar y vivir de manera digna en este país.

La sociedad española es una de las más envejecidas del mundo y, según la Eurostat, el tercer país en Europa con más demanda de trabajo de hogar. En este territorio nuestra labor es esencial, pero seguimos relegadas. Hemos sido completamente excluidas de la reciente reforma laboral; nuestro sector continúa apartado de las políticas legislativas. Hace algunas semanas atrás, el Tribunal de Justicia de la Unión Europea expresó lo mismo que venimos sosteniendo hace décadas: negarnos el derecho al paro es discriminarnos por ser mujeres. Desde Sindillar insistimos en que negarnos el derecho a paro es también discriminación racial y de clase.

Gracias a la presión de la lucha de las trabajadoras, el Estado Español ha comenzado el proceso de ratificación del Convenio 189 de la OIT sobre las trabajadoras y los trabajadores domésticos, cuya finalidad es equiparar las condiciones laborales del sector con la de los demás sectores laborales. Sin embargo, el proceso es lento y la implementación definitiva dependerá de las modificaciones de la legislación interna que, probablemente, tarden años en llegar.

Solicitamos el apoyo de la Red para que el gobierno español y el Ministerio de Trabajo cumplan YA con la integración total del sector del trabajo del hogar en el RGSS. Demandamos poder cotizar como cualquier otra/o trabajador/a en el Estado Español.

Exigimos a la Seguridad Social la actualización general y sin excepciones de nuestras remuneraciones y cotizaciones. Exigimos al Estado y a las familias el respeto de los descansos diarios y semanales, de las vacaciones anuales y del salario que corresponde por las horas efectivamente trabajadas y las horas de presencia, con independencia de nuestra situación administrativa. Exigimos la inclusión en igualdad de condiciones en la Ley de Prevención de Riesgos Laborales y la eliminación de la figura del despido por desistimiento de la parte empleadora.

Nosotras, como mujeres organizadas colectivamente, seguiremos realizando un trabajo de denuncia contra la explotación, la privación de la libre circulación, la precariedad y la economía sumergida, a través de la autoorganización, la información de derechos y el cuidado recíproco. Apostamos por la creación de redes y el apoyo de las organizaciones sindicales solidarias a nivel internacional y seguiremos luchando por normativas y políticas públicas que garanticen nuestros derechos como mujeres trabajadoras.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutttes

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Dénonciation de l'État français qui a refusé les visas de 52 camarades, empêchant leur participation à la 4<sup>e</sup> Rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de lutttes**

Les organisations réunies à Dijon à l'occasion des 4<sup>èmes</sup> rencontres du Réseau syndical international de solidarité et de lutttes dénoncent la politique répressive et les atteintes aux libertés fondamentales de l'Etat français qui, par le refus de visa, a empêché la présence à nos côtés de 52 camarades du Soudan, du Maroc, du Pakistan et d'Inde, du Mali, du Sahara occidental. Ces camarades étaient absents de notre lieu de réunion, mais présentes et présents dans nos réflexions, notre solidarité et notre futures actions syndicales internationalistes !



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Soutien à la caravane pour l'eau et pour la vie

Peuples unis contre le pillage capitaliste !

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, réuni en plénière pour échanger sur l'écologie et l'environnement, déplore les attaques et oppressions systémiques commises sur les ressources communes, et qui touchent toujours en premier lieu les peuples autochtones, les femmes et les plus précaires.

Nous, syndicats d'Europe, d'Amérique Latine, Asie et Afrique, suivons de près votre mobilisation, qui est source d'inspiration. La dignité avec laquelle vous menez cette lutte est source d'inspiration pour nos luttes locales respectives.

Nous apportons notre soutien indéfectible à la Caravane pour l'eau et pour la vie.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutttes

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Solidarité avec les travailleurs sans-papiers postiers de DPD et Chronopost et de RSI en grève pour leur régularisation en France !**

Depuis fin octobre 2021, trois grèves de travailleurs sans-papiers ont démarré successivement. Ces derniers ont formé des piquets de grève devant leurs entreprises :

- RSI, une société d'intérim, basée à Gennevilliers (92),
- DPD, filiale de La Poste pour le colis, au Coudray-Montceaux (91)
- Chronopost, filiale de La Poste pour le colis à Alfortville (94).

Ils réclament la reconnaissance de leur relation de travail avec la Poste leur régularisation auprès des préfectures qui, depuis, font la sourde oreille.

Le mépris pour « ceux qui ne sont rien » !!!

Les préfectures démontrent ainsi leur complicité avec les employeurs, qui s'assurent des profits colossaux en exploitant massivement les travailleurs précaires et sans titre. Parmi ces grandes entreprises, ce sont aussi les compagnies publiques ou à capitaux publics qui précarisent et sous-traitent, pour faire baisser sans cesse les coûts de production et la masse salariale au profit des actionnaires !

Être maintenu dans le statut de sans-papier et dans cette précarité, c'est avant tout : des conditions de travail extrêmement difficiles, un droit du travail bafoué, une protection sociale inexistante, la peur incessante des contrôles au faciès et des expulsions ...

Ils profitent à fond de ce système, qui développe sans cesse une armée de réserve de travailleurs sans droits, pour contourner toutes les lois sociales, toutes leurs obligations légales, et organiser un dumping social sans fin.

Ce mépris des employeurs à l'égard des « premiers de cordée » est identique au mépris de classe qu'affiche l'État par son traitement des demandes de papiers en préfecture.

Les grévistes sans-papiers sont décidés à ne plus subir, à ne plus se taire !

Régularisation de tous les sans-papiers !

Et dans l'immédiat :

Le gouvernement doit régulariser les occupants des trois piquets de grève RSI, DPD et Chronopost.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés  
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas  
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال  
Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta  
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas  
Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Solidarity with the undocumented workers of DPD, Chronopost and RSI, in a strike for their regularisation in France!**

Since October 2021, three collectives of undocumented workers have successively started strikes. They have been occupying the streets in front of their companies:

- RSI, an interim firm, based in Gennevilliers (92),
- DPD, a subsidiary of La Poste for postal package, in Coudray-Montceaux (91)
- Chronopost, a subsidiary of La Poste for postal package in Alfortville (94).

They demand the recognition of their work relationship connection with the company La Poste and their regularisation from the prefectures. These requests have remained unanswered.

The disdain for “those who are nothing”!!!

The prefectures thus demonstrate their support to employers that ensure colossal profits by massively exploiting undocumented workers in precarious situations. Among those big firms, there are also public or partially public companies that actively participate in creating instability and widely outsource their activity. The point of this policy is to endlessly decrease the production costs and payrolls to profit shareholders!

Being forced into undocumented and precarious status means: being subject to extremely hard work conditions, trampled labour law, non-existent social security, never-ending fear of police controls and deportations based on racial profiling...

They tremendously benefit from this system, that endlessly maintains reserve force of precarious workers, to breach through all social laws, legal obligations, and organise an unlimited social dumping.

The employers' disdain towards the most precarious workers is similar to the classist contempt that the French state entertains with the way it deals with regularisation requests in prefectures.

The strikers are determined and do not want to suffer anymore! They do not want to remain silent!

Regularisation for all undocumented people!

And immediately:

The government has to regularise the strikers from DPD, RSI and Chronopost.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Eloxochitlán – Flores Magon

Depuis 8 ans, 7 membres de la communauté Eloxochitlán de Flores Magon, Oaxaca, Mexique sont incarcérés, sans jamais avoir pu bénéficier d'un procès équitable. JAIME BETANZOS FUENTES, HERMINIO MONFIL AVENDAÑO, FERNANDO GAVITO MARTÍNEZ, OMAR HUGO MORALES ÁLVAREZ, ALFREDO BOLAÑOS PACHECO, FRANCISCO DURÁN ORTÍZ, et ISAÍAS GALLARDO ÁLVAREZ ont été reconnus comme prisonniers politiques, sans pour autant avoir pu bénéficier du programme d'amnistie du Président Obrador. Ces 8 prisonniers Eloxochitlán font partie d'un groupe d'une quarantaine de prisonniers politiques au Mexique.

Le Réseau Syndical International de Solidarités et de Lutte a reçu le témoignage de cette répression et de cette injustice flagrante. Les conflits d'intérêts, le jeu de délais, et la désinformation systémique sont des éléments caractéristiques de cette situation inacceptable. Nous apportons donc notre plein et entier soutien aux prisonniers et prisonnières politiques du Mexique et en particulier aux prisonniers Eloxochitlán.

Nous constatons que nos organisations populaires syndicales, de transformation sociale radicale, dans toutes les régions du monde, sont de plus en plus opprimées, intimidées, parfois sur des bases individuelles, entravant nos capacités d'organisation. L'injustice que connaissent les prisonniers Eloxochitlán est celle que nous voyons monter, progresser et gangréner nos rues, nos urnes, et nos collectifs de travail. Dénoncer cette situation intolérable, c'est défendre nos droits et libertés fondamentales, nos capacités d'organisation, et notre aspiration à monde encore vivable.

Nous exigeons :

- que les détentions illégales cessent, en particulier au Mexique contre les prisonniers Eloxochitlán,
- que les prisonniers Eloxochitlán aient droit à être entendus par un tribunal impartial et indépendant très rapidement, au regard de leur détention arbitraire qui dure depuis trop longtemps

Pour cela, nous appelons toutes les organisations du Réseau et toutes les organisations pour la défense des droits civiques à faire pression sur leur diplomatie nationale pour dénoncer les pratiques du Gouvernement Mexicain pour mettre fin à la situation inacceptable des prisonniers Eloxochitlán, en leur adressant un courrier spécifique.

Nous nous engageons également à mettre en place en accord avec la communauté Eloxochitlán, dans nos organisations et au sein du Réseau, une date de mobilisation internationale de soutien aux prisonniers et prisonnières politiques et détenues de manière arbitraire partout dans le monde, en particulier au Mexique.





## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Eloxochitlán – Flores Magon

Since 8 years, Eloxochitlán de Flores Mago, Oaxaca, Mexico are imprisoned, without any fair trial. JAIME BETANZOS FUENTES, HERMINIO MONFIL AVENDAÑO, FERNANDO GAVITO MARTÍNEZ, OMAR HUGO MORALES ÁLVAREZ, ALFREDO BOLAÑOS PACHECO, FRANCISCO DURÁN ORTÍZ, & ISAÍAS GALLARDO ÁLVAREZ were recognized as political prisoners, but were not able to benefit from the amnesty program of President Obrador. These 8 Eloxochitlán prisoners are part of a group of about 40 political prisoners in Mexico.

The International Trade Union Solidarity and Struggle Network has received testimony of this repression and flagrant injustice. Conflicts of interest, delay, and systemic disinformation are characteristic elements of this unacceptable situation. We therefore offer our full support to the political prisoners in Mexico and in particular to the Eloxochitlán prisoners.

We note that our popular trade union organizations, of radical social transformation, in all regions of the world, are increasingly oppressed, intimidated, sometimes on an individual basis, hindering our organizational capacities. The injustice that the Eloxochitlán prisoners are experiencing is the one that we see rising, advancing and gangrenous in our streets, our ballot boxes, and our work collectives. To denounce this intolerable situation is to defend our fundamental rights and freedoms, our organizational capacities, and our aspiration for a still liveable world.

We demand:

- That the illegal detentions cease, especially in Mexico against Eloxochitlán prisoners,
- that the Eloxochitlán prisoners have the right to be heard by an impartial and independent tribunal as soon as possible, in view of their arbitrary detention which has lasted too long.

For this reason, we call on all the organizations of the Network and all the organizations for the defence of civil rights to put pressure on the embassy in their country to denounce the practices of the Mexican government and to put an end to the unacceptable situation of the Eloxochitlán prisoners.

We also commit ourselves to organize, in agreement with the Eloxochitlán community, in our organizations and within the Network, a date for an international mobilization in support of the political prisoners and those arbitrarily detained around the world, especially in Mexico.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY4/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Saudação aos trabalhadores da GM em Silao que elegeram uma diretoria de luta para o seu sindicato

Os trabalhadores da General Motors em Silao, no México, elegeram um sindicato de luta para representá-los. O Sindicato Nacional Independente dos Trabalhadores da Indústria Automotiva (Sinttia) venceu a eleição ocorrida dias 1 e 2, com 76% dos votos. O grupo tem o apoio da CSP-Conlutas e do Sindicato dos Metalúrgicos de São José dos Campos.

A eleição do Sinttia representa a vitória de um sindicalismo combativo, em defesa dos direitos dos trabalhadores. Até agora, os funcionários da GM em Silao eram representados pela Confederação dos Trabalhadores do México (CTM), vinculado a entidades patronais. Quatro sindicatos disputaram a representação, mas três delas tinham integrantes ligados à CTM. O Sinttia era o único de fato independente.

A CSP-Conlutas e o Sindicato dos Metalúrgicos de São José dos Campos enviaram observadores a Silao, mas foram impedidos pelo governo mexicano de entrar na GM para acompanhar a eleição. Outras entidades brasileiras também enviaram observadores, como a Confederação Nacional dos Metalúrgicos da CUT e sindicatos dos metalúrgicos de Gravataí e de Joinville.

Houve várias denúncias de tentativa de compra de votos por parte da CTM e até mesmo ameaça de morte à secretária geral do Sinttia, Alejandra Morales. Enquanto os trabalhadores votavam, gerentes da GM ficavam rondando as urnas. A fraude só não aconteceu porque havia muitos observadores internacionais. Felizmente, o Sinttia venceu e os trabalhadores serão representados por uma entidade democrática, que vai organizar a luta em defesa dos direitos.

Essa eleição havia sido anulada anteriormente, em razão de denúncias de fraude por parte da GM. O primeiro pleito, ocorrido no ano passado, foi anulado pelo Ministério do Trabalho mexicano, com vigilância da Organização Internacional do Trabalho (OIT). A CSP-Conlutas defende o direito dos trabalhadores da GM terem um sindicato combativo que respeite a vontade da categoria. Na montadora de Silao, os funcionários têm salários baixos e jornada superiores a 12h por dia.

Esse processo é muito importante e pode se espalhar por outras empresas. Os sindicatos Independentes ainda são minoria no México. A partir da rebelião da GM Silao, uma mudança significativa poderá se ampliar pelo país.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Saludo a los trabajadores de GM en Silao que eligieron una mesa de lucha para su sindicato

Los trabajadores de General Motors en Silao, México eligieron un sindicato de lucha para representarlos. El Sindicato Nacional Independiente de Trabajadores de la Industria Automotriz (Sinttia) ganó las elecciones que se realizaron los días 1 y 2, con el 76% de los votos. El grupo cuenta con el apoyo de CSP-Conlutas y del Sindicato de Trabajadores Metalúrgicos de São José dos Campos.

La elección de Sinttia representa la victoria de un sindicalismo combativo, en defensa de los derechos de los trabajadores. Hasta ahora, los empleados de GM en Silao estaban representados por la Confederação dos Trabalhadores de México (CTM), vinculada a los empleadores. Cuatro sindicatos se disputaron la representación, pero tres de ellos tenían afiliados vinculados a la CTM. Sinttia fue la única verdaderamente independiente.

CSP-Conlutas y el Sindicato dos Metalúrgicos de São José dos Campos enviaron observadores a Silao, pero el gobierno mexicano les impidió ingresar a GM para monitorear la elección. Otras entidades brasileñas también enviaron observadores, como la Confederación Nacional de Trabajadores Metalúrgicos de la CUT y los sindicatos de trabajadores metalúrgicos de Gravataí y Joinville.

Hubo varias denuncias de un intento de compra de votos por parte de la CTM e incluso una amenaza de muerte a la secretaria general de Sinttia, Alejandra Morales. Mientras los trabajadores votaban, los gerentes de GM rondaban las urnas. El fraude simplemente no ocurrió porque había muchos observadores internacionales. Afortunadamente, Sinttia ganó y los trabajadores estarán representados por una entidad democrática, que organizará la lucha en defensa de los derechos.

Esta elección había sido anulada anteriormente debido a acusaciones de fraude por parte de GM. La primera elección, que tuvo lugar el año pasado, fue anulada por la Secretaría de Trabajo de México, bajo la supervisión de la Organización Internacional del Trabajo (OIT). CSP-Conlutas defiende el derecho de los trabajadores de GM a tener un sindicato combativo que respete la voluntad de la categoría. En el fabricante de automóviles de Silao, los empleados ganan salarios bajos y trabajan más de 12 horas al día.

Este proceso es muy importante y puede extenderse a otras empresas. Los sindicatos independientes siguen siendo una minoría en México. Después de la rebelión de GM Silao, un cambio significativo podría extenderse por todo el país.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Todo apoio aos trabalhadores da Avibras, que lutando reverteram as 420 demissões**

Após um mês de uma luta histórica, com intensa participação dos trabalhadores, o Sindicato dos Metalúrgicos de São José dos Campos e Região, São Paulo, Brasil, conseguiu reverter as 420 demissões realizadas pela Avibras, em Jacareí. O acordo, celebrado com a direção da empresa, foi aprovado em assembleia pelos metalúrgicos nesta terça-feira (19).

No compromisso costurado entre a Avibras e o Sindicato, que é filiado à CSP-Conlutas, os trabalhadores que haviam sido demitidos vão cumprir layoff e terão os contratos suspensos por cinco meses. Todos os funcionários da fábrica terão estabilidade no emprego durante esse período. Os que fizerem parte do layoff terão essa garantia até o final do ano. O acordo entrará em vigor após a homologação.

Além dos 420 trabalhadores demitidos no dia 18 de março, outros 150 que permaneciam na fábrica também terão os contratos suspensos. Eles receberão remuneração que vai variar entre 70% e 100% do salário líquido. Trinta dias antes do término do layoff, Sindicato e empresa voltam a se reunir para avaliar medidas para preservar os empregos.

A reversão das demissões foi resultado de uma forte luta dos trabalhadores. Desde o anúncio dos cortes, o Sindicato dos Metalúrgicos deu início a uma sequência de mobilizações pelo cancelamento dos cortes. No dia 21, aconteceu a primeira de três greves na fábrica. A última foi deflagrada no dia 6 de abril e encerrada hoje, com a aprovação do acordo.

No dia 30 de março, os trabalhadores montaram um acampamento em frente à fábrica e, desde então, vinham se revezando em grupos para garantir a continuidade da mobilização. Houve passeatas em São José dos Campos, Jacareí e até em Brasília. A caravana à capital federal, com saída de São José dos Campos no dia 3, teve o objetivo de pressionar o governo federal a se posicionar contra as demissões. O presidente Jair Bolsonaro, entretanto, não recebeu os trabalhadores.

Essa vitória tem de ser comemorada por toda a classe trabalhadora. Não foi uma luta fácil. Os metalúrgicos entraram em campo dispostos a enfrentar a empresa até o final. Junto com o Sindicato, mostraram que, com união e luta, é possível vencer as mais duras batalhas. Estamos orgulhosos desses companheiros, que certamente já entraram para a história da nossa categoria”, comemora o presidente do Sindicato, Weller Gonçalves, 35 anos de idade e 4 à frente da entidade.

No dia 3 de abril, o Sindicato já havia conseguido na Justiça o cancelamento das demissões. Apesar da decisão da 1ª Vara do Trabalho de Jacareí, a Avibras se recusava a cumprir a determinação e chegou a recorrer no Tribunal Regional do Trabalho, onde também foi derrotada. No dia 11, o TRT rejeitou o pedido dos advogados da Avibras e manteve o cancelamento das demissões.

Na avaliação do Sindicato, a Avibras tem importância estratégica para a soberania do país e não deveria ficar sob controle privado. Por isso, a entidade defende a estatização da fábrica sob controle dos trabalhadores.

Simultaneamente à luta em defesa dos empregos, o representante dos metalúrgicos deflagrou uma campanha para que a empresa, que pleiteia pedido de recuperação judicial fortemente contestado pelos técnicos do Sindicato, se transforme patrimônio dos brasileiros.





## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Todo el apoyo a los trabajadores de Avibras que, luchando, revirtieron los 420 despidos**

Después de un mes de lucha histórica, con intensa participación de los trabajadores, el Sindicato de Trabajadores Metalúrgicos de São José dos Campos e Região, São Paulo, Brasil, logró revertir los 420 despidos realizados por Avibras, en Jacareí, de la empresa, fue aprobado en una reunión de los metalúrgicos este martes (19).

En el compromiso hecho entre Avibras y el Sindicato, afiliado a la CSP-Conlutas, los trabajadores que fueron despedidos cumplirán un despido y tendrán sus contratos suspendidos por cinco meses. Todos los empleados de la fábrica tendrán estabilidad laboral durante este período. Quienes sean parte del paro tendrán esta garantía hasta fin de año. El acuerdo entrará en vigor después de su aprobación.

Además de los 420 trabajadores despedidos el 18 de marzo, otros 150 que permanecieron en la fábrica también verán suspendidos sus contratos. Recibirán una remuneración que variará entre el 70% y el 100% del salario neto. Treinta días antes de que finalice el paro, el sindicato y la empresa se reúnen nuevamente para evaluar medidas para preservar los puestos de trabajo.

La reversión de los despidos fue el resultado de una fuerte lucha de los trabajadores. Desde el anuncio de los recortes, el Sindicato de Trabajadores Metalúrgicos inició una serie de movilizaciones para cancelar los recortes. El día 21 tuvo lugar la primera de tres huelgas en la fábrica. El último se puso en marcha el pasado 6 de abril y finalizó hoy, con la aprobación del convenio.

El 30 de marzo, los trabajadores instalaron un campamento frente a la fábrica y, desde entonces, se turnan en grupos para asegurar la continuidad de la movilización. Hubo marchas en São José dos Campos, Jacareí y hasta en Brasilia. La caravana hacia la capital federal, que salió de São José dos Campos el día 3, tenía como objetivo presionar al gobierno federal para que se opusiera a los despidos. El presidente Jair Bolsonaro, sin embargo, no recibió a los trabajadores.

Esta victoria debe ser celebrada por toda la clase obrera. No fue una pelea fácil. Los metalúrgicos entraron al campo dispuestos a enfrentar a la empresa hasta el final. Junto al Sindicato demostraron que, con unión y lucha, es posible ganar las batallas más duras. Estamos orgullosos de estos compañeros, que ciertamente ya entraron en la historia de nuestra categoría”, celebra el presidente del Sindicato, Weller Gonçalves, de 35 años y 4 años adelante de la entidad.

El 3 de abril, el Sindicato ya había obtenido en los tribunales la cancelación de los despidos. A pesar de la decisión del Juzgado 1º Laboral de Jacareí, Avibras se negó a cumplir con la determinación e incluso apeló ante el Juzgado Regional Laboral, donde también fue derrotado. El día 11, la TRT rechazó el pedido de los abogados de Avibras y mantuvo la cancelación de los despidos.

En la evaluación de la Unión, Avibras tiene una importancia estratégica para la soberanía del país y no debe estar bajo control privado. Por ello, la entidad defiende la nacionalización de la fábrica bajo control obrero.

Simultáneamente a la lucha en defensa de los puestos de trabajo, el representante de los metalúrgicos lanzó una campaña por la empresa, que reclama un pedido de recuperación judicial, fuertemente impugnado por los técnicos del Sindicato, para convertirse en patrimonio brasileño.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutttes

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

# Solidaridad con las y los manifestantes de julio del 2021 para la liberación de los presos políticos de Cuba

En Cuba se manifiesta una crisis estructural profunda. Dicha crisis, en medio de una marcada precarización de la vida, condujo a una parte de la ciudadanía a las calles, los días 11 y 12 de julio de 2021. Las hostiles sanciones estadounidenses, en el marco de una política de agresión y bloqueo que cumple ya 60 años, la incapacidad de la administración del país para solventar las más básicas necesidades del pueblo y la desatención a reclamos sociales, políticos y económicos de la sociedad civil, contribuyeron a la agudización de esta situación y generaron una creciente pérdida de confianza en el discurso gubernamental.

La decisión de comercializar en el mercado interno bienes fundamentales en divisas, ajenas a las posibilidades de acceso de las mayorías, y los efectos de la pandemia, exacerbaron con razón la inconformidad de sectores atravesados por la pobreza y la marginación, relacionadas con el lugar de residencia, el color de la piel, el género y otras categorías de exclusión. La crisis económica y política que padece el país se expresa también en el paulatino deterioro de indicadores sociales de salud, educación, deporte y cultura. Esta decadencia precipita el éxodo masivo de jóvenes, con las consecuencias que ello provoca en las familias cubanas y en la economía en general.

En las protestas sociales de julio, las mayores después de 1959, hubo conductas violentas y enfrentamiento físico de ambas partes, tanto de las fuerzas policiales y de grupos en apoyo al gobierno como de algunos grupos de manifestantes. Mientras estos últimos han sido sometidos a la criminalización y las prácticas punitivas, evidenciadas en el discurso oficial y las condenas desproporcionadas, como claras medidas ejemplarizantes para prevenir escenarios similares futuros, los sectores simpatizantes del gobierno, las fuerzas del orden y los funcionarios responsables de la represión y los excesos de violencia desde el estado permanecen impunes.

En el mes de marzo se llevaron a cabo dos juicios por las protestas. El primero por las que protagonizaron los sectores pobres de Esquina de Toyo y La Güinera en La Habana, donde se condenó, en juicio masivo con penas de hasta 30 años —1.916 años en total— a 127 personas, ocho de ellas con edades entre 16 y 17 años. El segundo por las protestas en San Antonio de los Baños contra 17 manifestantes con condenas de hasta 10 años.

Destaca entre estas últimas, los seis años de prisión para Yoan de la Cruz Cruz, uno de los primeros jóvenes que retransmitió en directo por redes sociales las protestas. La sentencia asegura que «transmitió en directo por las redes sociales lo que acontecía, con lo que provocó que tales actos fueran visualizados dentro y fuera del país y que en diferentes municipios y provincias se imitaran las nocivas acciones».



Según la Fiscalía General de la República, fueron procesadas en total 790 personas, incluyendo 55 entre 16 y 17 años.

Al mismo tiempo, diversos sectores y activismos de la sociedad civil son objeto de acoso constante por parte de las autoridades. Esta persecución y vigilancia toma forma en los aparatos de seguridad policial, que se caracterizan por actuar al margen de la legalidad constitucional y atentar contra la dignidad de las personas. Todo sucede en un escenario de absoluta impunidad, ante la falta de garantías legales para el ejercicio de la asociación libre, entre las personas y grupos ciudadanos con inquietudes de participación en el espacio público. El ciclo de represión se completa con el empleo de los medios de comunicación para desacreditar reputaciones, tildar a todo disenso de mercenarismo y deslegitimar a toda persona u organización que se cuestione la realidad. La derecha respaldada por Estados Unidos y partidaria de sus ataques existe, aquí no hablamos de esa derecha.

Frente a este contexto las personas, colectivos y organizaciones que suscribimos el presente documento, tanto de Cuba como internacionales:

- Hacemos un llamado a la solidaridad internacional con las y los manifestantes injustamente condenados.
- Solicitamos una Ley de Amnistía para las personas injustamente condenadas, como paso necesario que abra las puertas a un socialismo realmente democrático y de iguales.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutttes

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Solidariedade a greve dos professores e professoras de São Luís do Maranhão (Brasil)**

Nós delegados e delegadas da Rede Sindical de Solidariedade Internacional reunidos em Dijon (France), para debater a situação da classe trabalhadora em escala mundial prestamos nossa incondicional solidariedade aos professores do município de São Luís do Maranhão, Brasil, que estão em uma greve histórica desde do dia 18 de abril em defesa da educação pública e por melhores condições salariais, exigindo a aplicação do reajuste da Lei do Piso Nacional para toda a categoria, reposição das perdas salariais, valorização da carreira do Magistério, melhores condições de trabalho e por reformas e construção de novas escolas, entre outras reivindicações.

Queremos também repudiar todas mentiras e calúnias propagadas com recursos públicos nos meios de comunicação pelo prefeito Eduardo Braide, bem como a criminalização da greve que foi considerada ilegal mesmo antes do seu início.

Os professores e professoras de São Luís neste momento têm servido de exemplo para todo o país em razão do ampla adesão à greve, assim como o apoio da população que tem repudiado as políticas de desmonte da educação pública levada a cabo pelo prefeito Braide, bem como a desvalorização da categoria.

Até a vitória!

### **Solidaridad a la huelga de docentes de São Luís do Maranhão (Brasil)**

Los delegados de la Red Sindical de Solidaridad Internacional reunidos en París, capital de Francia, para debatir la situación de la clase trabajadora a escala mundial, brindamos nuestra solidaridad incondicional a los docentes del municipio de São Luís do Maranhão, Brasil, que están en un paro histórico desde el 18 de abril en defensa de la educación pública y por mejores condiciones salariales, exigiendo la aplicación del reajuste de la Ley de Piso Nacional para toda la categoría, reposición de pérdidas salariales, valorización de la carrera docente, mejores condiciones de trabajo y para reformas y construcción de nuevas escuelas, entre otras demandas.

También queremos repudiar todas las mentiras y calumnias propagadas con recursos públicos en los medios de comunicación por parte del alcalde Eduardo Braide, así como la criminalización de la huelga que fue considerada ilegal incluso antes de su inicio.

Los maestros de São Luís en este momento han servido de ejemplo para todo el país por la adhesión generalizada al paro, así como por el apoyo de la población que ha repudiado las políticas de desmantelamiento de la educación pública llevadas a cabo por el alcalde Braide, como así como la devaluación de la categoría.

¡A la victoria!



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Contra la privatización de Petrobrás y por la reducción de los precios de los combustibles

Por la completa renacionalización de Petrobrás bajo el control de las y los trabajadores, la recuperación de los derechos laborales y los sueldos, y por el fin del PPI (precio de paridad de importación).

Petrobrás, la más grande empresa controlada por el Estado brasileiro ha sido desmantelada y destrozada por el gobierno de extrema derecha de Jair Bolsonaro. Desde siempre la empresa ha sido objeto de la codicia imperialista y por eso ha sido atacada por los distintos gobiernos. El plan de "venta de activos", iniciado durante el gobierno del PT (Partido de los Trabajadores), ganó fuerza durante el actual gobierno de Brasil.

A causa de la política de privatización de Petrobrás, la empresa distribuyó dividendos billonarios (más de 100 billones de reais) a inversores privados. Esto, sumado a la política del PPI, ha condenado a la población de Brasil, especialmente los grupos más explotados y oprimidos, a pagar precios muy altos por los combustibles y derivados de petróleo en Brasil. Esto ha supuesto un obstáculo más para el transporte y la alimentación de las familias brasileñas.

Mientras tanto, las y los trabajadores petroleros activos y jubilados, efectivos de Petrobrás y tercerizados, siguen con sus sueldos no ajustados según la inflación. Además, sus derechos se vienen reduciendo año tras año.

El IV Encuentro de la Red Sindical, reunido en Dijon (Francia) entre los días 21 y 24 de abril de 2022, aprueba esta moción por la completa renacionalización de las reservas de hidrocarburos y de Petrobrás bajo el control de los trabajadores, por el fin de PPI y en defensa de los derechos y sueldos de sus trabajadoras.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## **Apoio à luta dos operarios e operararias da Companhia siderurgica nacional (CSN). Reintegração ja !**

13 mil trabalhadores e trabalhadoras da brasileira, Companhia Siderúrgica Nacional (CSN) fazem uma forte mobilização na Usina Presidente Vargas localizada em Volta Redonda no estado do Rio de Janeiro. A luta é por reajuste salarial e pela ampliação de direitos para a convenção coletiva de trabalho 2022/2023.

Durante o início das negociações o sindicato, que é filiado à Força Sindical, traiu por anos a luta dos trabalhadores, sempre buscou a conciliação com a direção da CSN aprovando sempre acordos rebaixados para a categoria. No entanto, os operários da Usina criaram uma comissão eleita pela base para fiscalizar e acompanhar a negociação entre sindicato e empresa. O sindicato pelego não aceitou a presença da comissão em suas negociações e mais de 100 operários e operárias foram demitidos/as por terem manifestado seu apoio a luta encabeçada pela comissão.

A mobilização segue com operários e operárias de braços cruzados dentro da CSN e com demitidos/as na porta da empresa em mobilização permanente na histórica praça Juarez Antunes, que abriga o importante monumento em homenagem aos três operários assassinados dentro da Companhia pelo exército brasileiro em 1988.

A comissão se mantém forte, organizando atos na cidade e cobrando seu reconhecimento e sua integração ao processo negocial. Dessa forma, considerando o iminente ataque ao direito de livre organização da classe trabalhadora e a falta de democracia na burocracia sindical estabelecida, exigimos o imediato cancelamento de todas as demissões realizadas arbitrariamente pela Direção da Companhia Siderúrgica Nacional.

Os operários e operárias da CSN não estão sozinhos nessa luta, as entidades abaixo se solidarizam e estarão juntas pela reintegração ja! de todos os demitidos por perseguição pelo simples fato de cobrarem melhores salários e direitos.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Apoyo a la lucha de los trabajadores y trabajadoras de la Companhia Siderúrgica Nacional (CSN).! ¡Reintegración ya!

13.000 trabajadores de la empresa brasileña Companhia Siderúrgica Nacional (CSN) realizan una fuerte movilización en la Acería Presidente Vargas ubicada en Volta Redonda, en el estado de Río de Janeiro. La lucha es por los reajustes salariales y la ampliación de derechos para el convenio colectivo 2022/2023.

Durante el inicio de las negociaciones, el sindicato, afiliado a la Fuerza Sindical, traicionó la lucha de los trabajadores durante años, siempre buscando la conciliación con la dirección de la CSN, siempre aprobando convenios rebajados a la categoría. Sin embargo, los trabajadores de la Planta crearon una comisión elegida por la base para inspeccionar y monitorear la negociación entre el sindicato y la empresa. El sindicato Pelego no aceptó la presencia de la comisión en sus negociaciones y más de 100 trabajadores fueron despedidos por haber manifestado su apoyo a la lucha encabezada por la comisión.

La movilización continúa con los trabajadores de brazos cruzados al interior de la CSN y con los despedidos en la puerta de la empresa en permanente movilización en la histórica plaza Juárez Antunes, que alberga el importante monumento en honor a los tres trabajadores asesinados al interior de la Empresa por el ejército brasileño en 1988.

La comisión se mantiene fuerte, organizando actos en la ciudad y exigiendo su reconocimiento y su integración al proceso de negociación. Así, ante el inminente ataque al derecho a la libre organización de la clase obrera y la falta de democracia en la burocracia sindical establecida, exigimos la cancelación inmediata de todos los despidos arbitrarios realizados por el Directorio de la Companhia Siderúrgica Nacional.

Los trabajadores del CSN no están solos en esta lucha, las entidades de abajo nos solidarizamos y estaremos juntas por ¡LA REINTEGRACIÓN YA! de todos los despedidos por persecución simplemente porque exigían mejores salarios y derechos.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Contre Johnson & Johnson

La réunion du Réseau syndical international de solidarité et de luttés, réunie en France du 21 au 24 avril 2022, a pris conscience par des informations de la presse ainsi que par des informations de travailleurs et travailleuses de chez Johnson & Johnson et des syndicats qui les représentent, que cette entreprise sera démembrée dans le monde entier.

Cela signifie un risque majeur et une menace de fermeture d'une partie de l'entreprise ou de certaines usines industrielles de Johnson & Johnson Consumer dans le monde, mettant en péril 19 000 emplois directs.

Johnson & Johnson a réalisé des bénéfices élevés, y compris pendant la pandémie de Covid19, et même dans les secteurs qu'il indique comme moins rentables.

Cette société est un leader ou un concurrent mondial majeur d'un certain nombre de produits de consommation de masse.

Nous exigeons de l'entreprise :

- Qu'elle ne ferme ses portes dans aucun pays du monde.
- Que toute reconversion interne n'affecte pas la vie des travailleurs et travailleuses.
- Que toutes les conventions collectives soient respectées.

Contre la fermeture totale ou partielle de l'unité industrielle de São José dos Campos, São Paulo, Brésil, où les travailleurs du secteur de la consommation représentent près de la moitié de l'entreprise !

Nous décidons de :

- Transmettre cette motion au siège et aux grandes usines via Internet.
- De la déposer en personne, si possible, au siège social aux États-Unis et dans certains pays d'Europe où la société a le plus d'importance.
- Fournir à tous les syndicats et entités populaires les informations sur de nouveaux faits concernant le sort des travailleurs et travailleuses de cette entreprise dans n'importe quel pays du monde.
- Travailler avec les syndicats présentant dans l'entreprise sur les différents continents, pour tenter de socialiser la situation afin de construire une campagne internationale unifiée contre les licenciements en défense des emplois et des droits des travailleurs et travailleuses de Johnson dans le monde entier.





## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Moção ao Reitor da Universidade de São Paulo e seu Conselho Universitário**

Os Trabalhadores e Trabalhadoras do 4º Encontro da Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas, que acontece de 21 a 24 de abril em Dijon – França, repudiam e se manifestam contra a desvinculação do HRAC – Hospital de Reabilitação de Anomalias Crânio Faciais da USP – Universidade de São Paulo, situado em Bauru, Estado de São Paulo.

O HRAC conta com 120 mil pacientes reabilitados e em tratamentos de fissuras lábio palatais, deficiências auditivas e mal formações crânio faciais e está prestes a ser transferido, junto com seus 535 funcionários (que são da USP e permanecerão na folha de pagamento da Universidade) à uma Organização Social ou Fundação (ambas de direito privado) que administrarão esse importante centro de pesquisa, formação e atendimento, além de seus recursos vindos do Estado, Federação, além de um convênio com uma organização dos EUA. É o mesmo processo que já vem acontecendo com o Hospital das Clínicas da Faculdade de Medicina da USP da capital, administrado por Fundação Privada e que já tem um terço de seus leitos privatizados.

Além do imenso impacto na vida das pessoas e das famílias atendidas, o HRAC possui o maior Banco Genético do mundo nesta área, cursos de especialização e mestrado, formando profissional do Brasil e de vários países do mundo. É um Centro internacionalizado, exportando tecnologias nas áreas em que atua.

Nessa tentativa de desvincular o HRAC da USP entram na negociação o Governo do Estado de São Paulo, referenciando o novo Hospital. A consequência prática dessa manobra é que na nova estrutura serão atendidos apenas pacientes da região de Bauru, desamparando pacientes de outras cidades do Brasil e países da América Latina.

As consequências serão de curto, médio e longo prazo com a final descaracterização de um Centro que se tornou único no mundo.

E pensando na fundamental continuidade das pesquisas e no, não menos importante atendimento à população, que os participantes deste encontro solicitam ao Reitor e ao Conselho Universitário da USP, que revoguem a desvinculação do HRAC, permitindo que a Universidade continue cumprindo sua missão de vanguarda no ensino, pesquisa e prestação de serviços principalmente à população pobre.

Dijon, 24 de abril de 2022.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Moción al Rector de la Universidad de São Paulo y su Consejo Universitario**

Los Trabajadores del 4º Encuentro de la Red Sindical Internacional de Solidaridad y Luchas, que se realiza del 21 al 24 de abril en Dijon - Francia, repudian y se manifiestan contra la desvinculación del HRAC - Hospital de Rehabilitación de Anomalías Craneofaciales de la USP - Universidad de São Paulo, ubicada en Bauru, Estado de São Paulo.

El HRAC tiene 120 mil pacientes rehabilitados y en tratamiento por labio leporino y paladar hendido, deficiencias auditivas y malformaciones craneofaciales y está a punto de ser transferido, junto con sus 535 empleados (que son de la USP y permanecerán en la nómina de la Universidad) a una Organización Social o Fundación (ambos de derecho privado) que administrará este importante centro de investigación, capacitación y servicios, además de sus recursos provenientes del Estado, Federación, además de un convenio con una organización estadounidense. Es el mismo proceso que ya está ocurriendo con el Hospital das Clínicas de la Facultad de Medicina de la USP en la capital, administrado por una Fundación Privada y que ya tiene un tercio de sus camas privatizadas.

Además del inmenso impacto en la vida de las personas y familias atendidas, HRAC cuenta con el mayor Banco Genético del mundo en esta área, cursos de especialización y maestría, formación de profesionales de Brasil y de varios países del mundo. Es un Centro internacionalizado, exportador de tecnologías en las áreas en las que opera.

En ese intento de separar el HRAC de la USP, el Gobierno del Estado de São Paulo entró en la negociación, haciendo referencia al nuevo Hospital. La consecuencia práctica de esta maniobra es que solo pacientes de la región de Bauru serán atendidos en la nueva estructura, dejando desatendidos pacientes de otras ciudades de Brasil y de países de América Latina.

Las consecuencias serán a corto, mediano y largo plazo con la descaracterización definitiva de un Centro que se ha convertido en único en el mundo.

Y pensando en la continuidad fundamental de la investigación y el no menos importante servicio a la población, que los participantes de este encuentro soliciten al Rector y al Consejo Universitario de la USP, revocar la desvinculación del HRAC, permitiendo que la Universidad continúe cumpliendo con su misión de vanguardia en la docencia, investigación y prestación de servicios principalmente a la población de escasos recursos.

Dijon, 24 de abril de 2022.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## ¡Viva la huelga de periodistas en NOTIMEX!

El Sindicato Único de Trabajadores de Notimex, en huelga desde hace 26 meses, solicitamos ayuda a las organizaciones integrantes de la Red Sindical Internacional, para exigir la solución a este conflicto laboral de periodistas en México.

Pedimos nos ayuden desde cada organización a enviar cartas dirigidas al gobierno mexicano manifestando su preocupación por la situación por la que atravesamos las y los trabajadores y periodistas en NOTIMEX, ante el tiempo de huelga que ha transcurrido en medio de la pandemia de COVID 19, tomando en cuenta que el 80% de las personas son mujeres, además de la fuerte campaña de criminalización y persecución hacia la dirigencia sindical.

Solicitamos que nos ayuden a hacer gestiones en sus respectivas embajadas con la solicitud de que sea atendido este conflicto laboral, en el que queda de manifiesto la violación a los derechos humanos y laborales desde el propio gobierno, contrario a su política laboral, así como su política exterior que demuestra un escenario distinto a la realidad que viven las y los trabajadores mexicanos.

Proponemos hacer una manifestación internacional, el próximo 21 de mayo, en apoyo a la huelga de Notimex y otros conflictos que afectan a trabajadores estatales. Esto significaría que cada organización haga un mitin en su embajada exigiendo la solución a la Huelga. Con posibilidad de repetir la acción en fechas posteriores hasta que se resuelva el conflicto.

También les pedimos nos ayuden a difundir lo más posible este conflicto laboral mexicano, que no tiene precedentes en la historial laboral de México y el mundo.

Para el Sutnotimex la participación y fuerza de las organizaciones internacionales en el movimiento es una esperanza de lograr una solución y que se haga justicia para las y los Huelguistas, que legalmente han logrado acreditar que fueron víctimas de un mal patrón.

Solidaridad y lucha es el camino. Y necesitamos que caminen con nosotros, porque no daremos ¡Ni un paso atrás!

¡Trabajadores Unidos jamás serán vencidos!

¡Viva la lucha de la clase trabajadora!

¡Viva la huelga de periodistas en NOTIMEX!



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Soutien aux grévistes de l'agence de presse NOTIMEX

Les travailleuses et travailleurs de l'agence de presse publique du Mexique Notimex sont en grève depuis plus de deux ans, soit près de 800 jours...

Le conflit a débuté suite à l'annonce d'un plan massif de licenciements de 245 employés (correspondants, photographes, journalistes) de cette agence, en 2020, par sa nouvelle directrice, nommée par le gouvernement de Andres Lopez Manuel Obrador. De nombreux bureaux de correspondants à travers le monde ont été fermés par la nouvelle direction.

Mais l'État, qui souhaitait prendre le contrôle de l'agence, ne s'attendait pas à trouver face à lui 225 employés syndiqués (sur 380 salariés) déterminés à faire échouer son plan. Le syndicat SutNotimex a dénoncé la violation de la convention collective, et accuse la directrice de licenciements arbitraires, despotisme et harcèlement au travail. Une grève a débuté en février 2020 et les activités de l'agence ont été stoppées en juin de la même année. 80 % des grévistes sont des femmes. Depuis deux ans, les grévistes tiennent tête à la direction et à l'État mexicain qui ne fait pas d'efforts pour trouver un compromis.

À la tête de ce mouvement, Adriana Urrea, secrétaire générale du syndicat SutNotimex, subit une féroce répression, à travers trois actions judiciaires contre elle. Le 21 avril 2022, le tribunal administratif de Mexico l'a déclarée coupable de détournement de fonds et l'a condamnée à une amende de 200 dollars environ. Des accusations totalement infondées et qui n'ont pour but que de la décrédibiliser en tant que leader syndicale, et à travers elle tout le mouvement.

Le réseau syndical international de solidarité et de luttés tient à apporter son soutien sans faille à Adriana Urrea et à tout.e.s les grévistes de Notimex. Le réseau dénonce avec force la criminalisation du mouvement social et les attaques injustifiées contre Adriana Urrea de la part d'un gouvernement qui reste, en revanche, passif face aux graves attaques et assassinats perpétrés contre les journalistes au Mexique (8 depuis le début de l'année 2022, plus de 50 depuis 2019). Cette situation montre ce qui importe vraiment aux gouvernants, quelle que soit leur couleur politique, à savoir leurs privilèges et ceux de leur classe. En empêchant aux journalistes d'exercer leur activité, la liberté d'expression, droit fondamental reconnu dans la Déclaration universelle des droits humains, est totalement inexistante.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### Support of the United Voices of the World GOSH Precarious workers London

The International Labour Network of Solidarity and Struggle that is meeting between 21 to 24 April wishes to support the precarious workers in the UK. We send our solidarity and support to the National Health Service (NHS) security guards at Great Ormond Street Hospital (GOSH), London who do not have the same terms and conditions as other NHS staff.

The security guards at GOSH are nearly all Black or brown migrants who are being denied the same terms & conditions as their NHS colleagues. These workers are the only workers on site at GOSH who are being denied full NHS sick pay during the global coronavirus pandemic.

End the two-tier system of terms and conditions within the NHS, where mostly Black or brown migrants are given worse terms and conditions, is an example of structural racism.

End the injunction on the picket (prohibited from 50 metres) by the “justice” system.

- We fight racism and bosses’ attacks by with solidarity.
- All solidarity with the security guards!
- All solidarity to the UVW!

### Apoyo a los trabajadores precarios del hospital GOSH de Londres en huelga

La Red Laboral Internacional de Solidaridad y Lucha que se reúne del 21 al 24 de abril apoya a los trabajadores precarios del Reino Unido. Enviamos nuestra solidaridad y apoyo a los guardias de seguridad del Servicio Nacional de Salud (NHS) en el Hospital Great Ormond Street (GOSH) de Londres, que no tienen las mismas condiciones que el resto del personal del NHS.

Los guardias de seguridad del GOSH son casi todos inmigrantes negros o morenos a los que se les niegan las mismas condiciones que a sus colegas del NHS. Estos trabajadores son los únicos trabajadores del GOSH a los que se les niega la paga completa por enfermedad del NHS durante la pandemia mundial de coronavirus.

Acabar con el sistema de dos niveles de condiciones dentro del NHS, en el que la mayoría de los inmigrantes negros o morenos reciben peores condiciones, es un ejemplo de racismo estructural.

Acabar con el mandato judicial sobre el piquete (prohibido a 50 metros) por el sistema de “justicia”.

- Luchamos contra el racismo y los ataques patronales mediante la solidaridad.
- ¡Toda solidaridad a los guardias de seguridad del GOSH!
- ¡Toda solidaridad a UVW!





## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttas

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Solidaridad con Cesare Battisti

Nosotros, los trabajadores reunidos en el 4º Encuentro de la Red Sindical Internacional de Solidaridad y Luchas, que se realiza del 21 al 24 de abril en Dijon – Francia, nos dirigimos a ustedes para decirles que:

- Todos somos solidarios con el compañero y su lucha, que es la nuestra. Repudiamos los 40 años de persecución y su condena a cadena perpetua en prisiones italianas.
- Los estaremos apoyando en todo lo posible y poniéndonos como socios en la lucha por su liberación.
- Queremos y necesitamos tenerlo de regreso para que juntos podamos continuar la lucha contra el fascismo y por la liberación de nuestra clase.

Los compañeros que van a ir a la prisión de Ferrara a visitarlo y hacer un acto de solidaridad, representan a todos los que participamos en este encuentro Internacional.

Les deseamos toda la fuerza para resistir la absurda injusticia que se les impone.

Un fuerte y fraterno abrazo.

La lucha continua.

¡Ganaremos!

## Solidariedade à Cesare Battisti

Nós, trabalhadores e trabalhadoras reunidos no 4º Encontro da Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas, que acontece de 21 a 24 de abril em Dijon – França, nos dirigimos a você para dizer que:

- Somos todos solidários ao companheiro e sua luta, que é a nossa. Repudiamos os 40 anos de perseguição e sua condenação à prisão perpétua nos cárceres da Itália.
- Estaremos apoiando de todas as formas possíveis e nos colocando como parceiros na luta pela sua libertação.
- Queremos e precisamos tê-lo de volta para juntos continuarmos a luta contra o fascismo e pela libertação da nossa classe.

Os companheiros que estão indo ao presídio de Ferrara visita-lo e fazer um ato de solidariedade, representam a todos nós que participamos desse encontro Internacional.

Desejamos toda a força a você para resistir a absurda injustiça que lhe é imposta.

Um forte e fraterno abraço.

A luta continua.

Venceremos!

Dijon, 23 de abril de 2022





## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **Por la participación de la red en el día internacional de la migrante**

La situación de las y los migrantes en todo el mundo viene empeorando.

Con el aumento de la crisis capitalista y la desigualdad entre países pobres y ricos, crece el número de personas que deciden buscar un futuro mejor en otro país.

En general, las personas migrantes sufren de la precariedad, el racismo, la xenofobia y el sexismo.

La mayoría no tiene acceso a los servicios sociales de los países en donde se encuentran.

Las migrantes se convierten en mano de obra barata y precaria para garantizar las ganancias de las empresas capitalistas. Las mujeres sufren de una situación particularmente difícil ya que son víctimas de las redes de prostitución y el tráfico de personas.

Muchas mujeres migrantes son las jefas de familias monoparentales y tienen que trabajar dobles o triples jornadas.

Las personas migrantes no van a terceros países por su propia voluntad sino porque no encuentran en sus países condiciones de vida dignas.

Rechazamos cualquier tipo de discriminación a migrantes y refugiadas, sea la discriminación racial, social, étnica, religiosa, de género u orientación sexual.

La Red Sindical Internacional de Solidaridad y Luchas intentará participar de las actividades del día internacional del migrante (18 de diciembre) con una plataforma de defensa de las migrantes y denuncia de la hipocresía de los gobiernos capitalistas y las organizaciones internacionales como las Naciones Unidas.

Defendemos el derecho a que todas las migrantes puedan vivir y trabajar en los países adonde decidan emigrar.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Antifascisme et anti-répression

On constate à travers le monde une montée alarmante de l'extrême droite et des fascismes, que ce soit par leurs idées qui étouffent le débat politique, ou par leurs multiples attaques contre le mouvement syndical et le reste du mouvement social. Sa poussée électorale lui a même ouvert les portes du pouvoir dans plusieurs pays comme aux États-Unis, Brésil, Hongrie, Inde, Philippines... les exemples sont nombreux. Mais elle agit aussi par ses milices, ses groupes paramilitaires et est responsable de nombreux assassinats contre les acteurs et actrices des luttes émancipatrices.

Leur stratégie se base sur la confusion et l'instrumentalisation des peurs en rendant responsables les étranger·es ou tout autre bouc émissaire qui ne correspond pas à leur idéologie. Ils disent se situer du côté du peuple mais en vérité, ils sont les chiens de garde du capitalisme et les ennemis des travailleurs et travailleuses. En effet, ils nient la lutte de classe, préférant protéger le patronat et les milliardaires qui le leur rendent bien en les finançant abondamment.

Dans la pratique, ils s'attaquent systématiquement aux droits des femmes notamment au droit à l'avortement ainsi qu'aux LGBTQI+ et mènent des politiques racistes extrêmement violentes que ce soit aux frontières ou à l'intérieur de leur pays.

Si l'extrême droite monte en puissance, le peuple chilien a récemment prouvé la possibilité de la faire reculer à travers un antifascisme populaire. Le réseau syndical international de solidarité et de lutte réaffirme son engagement à combattre l'extrême droite sous toutes ses formes.

Pour favoriser le développement des réponses populaires, nous devons lutter contre tout ce qui peut altérer la capacité du mouvement social à s'organiser, en adaptant les réponses aux différents niveaux de répression mais en les organisant au niveau international. Cette orientation implique :

- de se doter d'outil d'autodéfense légaux et juridiques contre la criminalisation des pratiques militant·es ou de nos organisations par des États ayant à leur tête des régimes d'extrême droite ou dits « progressistes ».
- de développer des pratiques d'autodéfense numérique pour protéger nos données sensibles.
- de développer des moyens d'autodéfense contre les attaques physiques de militant·es par les groupes d'extrême droite ou les forces de « l'ordre ».
- de développer un fond international de solidarité pour soutenir les militant·es subissant la répression, appuyé sur l'organisation d'une campagne annuelle coordonnée en soutien aux prisonniers politiques.
- de lutter contre l'infiltration de réseaux d'extrême droite dans nos organisations.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Ecologie

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, par sa dimension internationale, doit s'emparer du sujet de l'écologie

Nos mobilisations et actions doivent intégrer ce thème aujourd'hui au risque de voir la planète se désintégrer. L'intensité des changements climatiques n'est presque plus remise en question.

La convergence internationale des luttes et des solidarités à travers ses actions, ses collaborations rend possible de faire des propositions concrètes pour affronter les crises systémiques. Celles-ci sont le résultat du mode de production capitaliste qui ignore totalement la protection de notre planète, mère de notre existence, et que certains peuples nomment "la Pachamama".

Le constat est bien là : la reconversion écologique et sociale de nos modes capitalistes de production, de mobilité, de consommation, ne peut plus attendre, pour garantir à la fois la sécurité de l'emploi des travailleurs et des travailleuses et leur subsistance, par un revenu.

- Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte
- La lutte écologique est aussi une lutte de classes
- Nous ne sortirons pas de ces crises systémiques en nous appuyant sur les modèles productifs qui les ont provoqués et qui les alimentent encore.

La question de l'emploi est évidemment centrale et trop souvent exploitée par les capitalistes pour pratiquer un chantage visant à éviter toute remise en cause des modes de productions ou de l'utilité sociale de ce qui est produit. Un autre modèle d'économie écologique est possible.

Nous ne progresserons vers ce modèle qu'en fermant les industries, les entreprises polluantes et en relocalisant les activités au plus près des lieux de délivrance des services. Ces relocalisations doivent se faire sans perte d'aucun emploi ni d'aucune ressource pour les travailleurs et travailleuses concerné-es et en anticipant les reconversions et formations. Il s'agit ainsi de garantir partout conditions de vie, logement, assainissement, santé et éducation aux travailleurs et travailleuses. Chaque secteur d'activité doit participer à cette lutte au niveau international : le transport, l'énergie, l'industrie, l'agriculture, le tourisme et l'urbanisme, les services publics.

La réparation historique des dommages aux peuples du sud, impactés par l'exploitation sous toutes ses formes des ressources communes comme l'eau et les terres mais aussi fossiles, (énergies, terres rares, pierres précieuses) est un préalable indispensable. De même nous devons nous opposer à la nouvelle forme de « colonisation carbone » que représentent le « greenwashing » des entreprises et gouvernements avec le « net zéro émissions » et appuyer de manière inconditionnelle la lutte des peuples autochtones impactés par les attaques précédemment citées et

en première ligne de défense sur ces territoires contre l'impérialisme économique et culturel. Il nous faut plus que jamais soutenir les collectifs auto-organisés et l'autogestion sur les questions environnementales de société.

Il s'agit de créer un système cohérent, une écologie revendicative, regroupant les luttes contre toutes les oppressions, les inégalités, les discriminations et définir l'utilité sociale et l'impact environnemental.

Les enjeux sont tels qu'ils nous imposent de construire l'unité au moyen d'alliances capables de prendre en compte les différentes oppressions et dominations afin d'améliorer le rapport de force en notre faveur, sans jamais perdre de vue la dimension internationaliste de ces luttes.

De nouvelles forces militantes, dont un pourcentage croissant de jeunes, rejoignent ces mobilisations ainsi que les mouvements écologistes.

La défense de l'environnement, ainsi que les questions relatives à l'immigration et au chômage arrivent en effet en tête des préoccupations de la jeunesse.

Cette prise de conscience écologique est une question de logique : comment peut-on envisager un avenir sur une planète, inerte et polluée.

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes doit se rendre acteur et défenseur de toutes les mobilisations et actions pour l'environnement, en cherchant à ce qu'il s'oriente vers des objectifs concrets.

Le groupe de travail de l'atelier écologie s'engage à poursuivre le travail sur cette question, et à élaborer dans la mesure du possible, un manifeste qui rassemblera les questions du travail de l'écologie en phase avec les idées du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, dans les champs économiques, sociaux, travail ayant trait aux questions écologiques.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

### **¡Apoyar la lucha para asegurar tierra y vivienda para los trabajadores!**

Es necesario fortalecer la lucha contra los ataques del capital en todas las dimensiones de nuestras vidas. ¡Apoyar la lucha para asegurar tierra y vivienda para los trabajadores del sur global!

Actualmente en Brasil más de medio millón de personas que viven en ocupaciones de tierra en el campo y en la ciudad están amenazadas de desalojo. Los movimientos sociales se unieron durante la pandemia creando la Campaña Nacional Cero Desalojos para combatir los desplazamientos forzados, especialmente en el contexto de la crisis económica y sanitaria.

Parte de la victoria del movimiento fue lograr la suspensión de los desalojos hasta el 30 de junio, pero después de esa fecha, las familias de los trabajadores que representan a los sectores más precarios de nuestra clase volverán a enfrentar el terror de no tener otra alternativa donde vivir, mientras la especulación inmobiliaria y las grandes empresas y bancos se apropian de la tierra que debe estar en manos de nuestro pueblo.

Por eso, pedimos que la Red Internacional de Solidaridad y Luchas firme esta moción en apoyo a la lucha del movimiento popular en Brasil contra los desalojos.

¡La tierra debe pertenecer a quienes la usan para vivir y/o producir alimentos!

¡Cero desalojos!



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Conservar es demarcar, titular y asentar! Pueblos indígenas de Brasil

A Rede Internacional de Solidariedade. Considerando que:

- aprofundamento da crise do sistema econômico e de suas instituições após a derrota do projeto de Frente Popular que resultou na eleição de um governo de ultradireita apoiado pelo agronegócio e latifúndio no Brasil;
- fortalecimento do agronegócio que atualmente (2021) representa 27,4% do Produto Interno Bruto - PIB, com crescimento de 8,36% em relação a 2020.
- agronegócio brasileiro é dividido em 04 segmentos: insumos, primários, agroindústria e agrosserviços. Esses segmentos correspondem a um a cada três empregos gerados no ano de 2018
- avanço do agronegócio causa impactos diretos nos povos originários, tradicionais e camponeses, e escalada de violência, com assassinato de 35 lideranças do campo no ano de 2021 segundo a Comissão Pastoral da Terra, percentual 75% maior que o ano de 2020;
- governo Jair Bolsonaro busca acabar com a FUNAI - Fundação Nacional do Índio, para enfraquecer às políticas públicas voltadas aos povos originários. Realizou manobras burocrática para esvaziar o INCRA - Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária para extinguirem o Programa Nacional de Reforma Agrária - PNRA e a desconcentração de terras.

Foram implantadas políticas ambientais para favorecimento do agronegócio por Ricardo Salles, Ministro do Meio Ambiente com apoio da Frente Parlamentar da Agricultura e da Ministra da Agricultura, Agropecuária, Pesca e Abastecimento, Teresa Cristina.

Que o desmatamento no bioma amazônico no ano de 2021 foi o maior em 10 anos, sendo 29% superior que no ano anterior; Que o Brasil é o quarto país que mais mata ativistas sociais segundo a ONG Global Witness.

O continente Europeu recebe parte dos produtos de origem ilegal por desmatamento e/ou por mão-de-obra análoga a escravidão.

A CSP Conlutas possui cinco lideranças ameaçadas de morte por defender o meio ambiente, a demarcação de terras indígenas, titulação de comunidades quilombolas e reforma agrárias, solicitamos:

Que a Rede Internacional Sindical encaminhe pedido de providências ao Parlamento Europeu no sentido de restringir a compra de produtos originados do desmatamento, de expulsão de povos das florestas ou das águas de suas comunidades e para garantir a segurança pessoais dos ativistas socioambientais: Osmarino Amâncio, líder seringueiro do estado do Acre; Erasmo Teófilo, líder camponês do estado do Pará; Amaro Lourenço, líder camponês do estado de Pernambuco; Künã Yaporã Tremembé, líder indígena no estado do Maranhão e Waldemir Soares Junior, advogado socioambiental no estado de São Paulo.





## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés  
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas  
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال  
Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta  
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas  
Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## ¡Conservar é demarcar, titular e estabelecer! Povos Indígenas do Brasil

La Red Internacional de Solidaridad. Considerando que:

- la profundización de la crisis del sistema económico y sus instituciones tras la derrota del proyecto del Frente Popular que resultó en la elección de un gobierno de ultraderecha apoyado por la agroindustria y el latifundio en Brasil;
- el fortalecimiento de la agroindustria, que actualmente (2021) representa el 27,4% del Producto Interno Bruto - PBI, con un crecimiento del 8,36% con respecto a 2020;
- la agroindustria brasileña se divide en 04 segmentos: insumos, primario, agroindustria y agroservicios. Estos segmentos corresponden a uno de cada tres empleos creados en 2018;
- el avance del agronegocio provoca impactos directos en los pueblos originarios, tradicionales y campesinos, y una escalada de violencia, con el asesinato de 35 líderes rurales en 2021 según la Comisión de Pastoral de la Tierra, porcentaje 75% superior al de 2020;
- el gobierno de Jair Bolsonaro busca acabar con la FUNAI - Fundação Nacional do Índio, para debilitar las políticas públicas dirigidas a los pueblos originarios. Realizó maniobras burocráticas para vaciar el INCRA - Instituto Nacional de Colonización y Reforma Agraria para extinguir el Programa Nacional de Reforma Agraria - PNRA y la desconcentración de tierras.

Se implementaron políticas ambientales para favorecer el agronegocio por parte de Ricardo Salles, Ministro de Medio Ambiente con el apoyo del Frente Parlamentario para la Agricultura y la Ministra de Agricultura, Agricultura, Pesca y Abastecimiento, Teresa Cristina.

Que la deforestación en el bioma amazónico en 2021 fue la más alta en 10 años, un 29% superior a la del año anterior; Que Brasil es el cuarto país que más activistas sociales mata según la ONG Global Witness.

El continente europeo recibe parte de los productos de origen ilegal por deforestación y/o por trabajo análogo a la esclavitud.

CSP Conlutas tiene cinco líderes amenazados de muerte por defender el medio ambiente, demarcación de tierras indígenas, titulación de comunidades quilombolas y reforma agraria, solicitamos.

Que la Red Sindical Internacional remita una solicitud de medidas al Parlamento Europeo para restringir la compra de productos provenientes de la deforestación, la expulsión de personas de los bosques o aguas de sus comunidades y para garantizar la seguridad personal de los activistas socioambientales: Osmarino Amâncio, líder cauchero del estado de Acre; Erasmo Teófilo, líder campesino del estado de Pará; Amaro Lourenço, líder campesino del estado de Pernambuco; Künã Yaporã Tremembé, líder indígena del estado de Maranhão y Waldemir Soares Junior, abogado socioambiental del estado de São Paulo.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## Solidaridad con el pueblo saharauí

La Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas denuncia una nueva infamia del gobierno del Estado Español con el Sahara Occidental.

El pasado 18 de marzo se hizo público el acuerdo del Gobierno español y la monarquía de Marruecos, por el cual se viene a reconocer de facto la ocupación del Sáhara Occidental a través del “otorgamiento” de un estatus autonómico al pueblo saharauí. Dicha noticia, no por desconocer el pelaje de la historia del PSOE al respecto de la causa saharauí, nos ha causado verdadero estupor.

Una vez más el Gobierno del estado español lejos de apoyar el legítimo derecho a decidir de los y las habitantes de este pueblo ocupado, se apunta sin rubor a la causa imperialista absolutamente en coherencia con la política emprendida por la administración de Donald Trump en contra de lo dictaminado por la ONU y mil veces boicoteado por la monarquía marroquí amiga de la española.

Como organizaciones sindicales de clase, manifestamos nuestra absoluta repulsa ante el paso dado por el Gobierno español. El cinismo que encierra el reconocimiento de la ocupación imperialista marroquí es atentatorio a los más básicos principios de la legalidad internacional que emana además de la ONU, de la Unión Africana e incluso la Corte Europea de Justicia. En ningún caso la legalidad reconoce soberanía alguna sobre el Sáhara Occidental.

El Gobierno español una vez más, y no es la primera, ha blanqueado la decisión de la última administración franquista de vender en 1975 el pueblo saharauí a Marruecos y Mauritania. El Gobierno ha hecho caso omiso por undécima vez a sus obligaciones como potencia administradora en lo que correspondería ser, proceso de descolonización.

La decisión que ha llevado al acuerdo al estado español y Marruecos y la normalización de las relaciones diplomáticas hasta ahora en crisis, tendría diferentes lecturas políticas, pero la que más sobresale es la bochornosa e inmoral cesión al chantaje de la agenda francesa y estadounidense, que respalda desde hace cincuenta años la ocupación marroquí del Sáhara Occidental.

Si es despreciable la connivencia de Sánchez Castejón con el sátrapa marroquí, no lo es menos la temeridad del Gobierno español a la hora de hacer suya la narrativa oficial marroquí sentenciando sobre la medida adoptada como “la más seria y objetiva para resolver el conflicto”.

Sometimiento político absolutamente bochornoso.

Finalmente, la Red Sindical Internacional de Solidaridad y Lucha manifestamos que, en esta coyuntura, dicho acuerdo legitima en un contexto de la Guerra reanudada desde el año 2020, las atrocidades practicadas a diario por la administración marroquí en materia de derechos humanos en los territorios ocupados y los crímenes de guerra en general. Por eso, la Red Sindical Internacional de Solidaridad y Lucha exige del Gobierno español con carácter inmediato la suspensión del acuerdo hecho público el 18 de marzo y que asuma su responsabilidad como parte del conflicto, la búsqueda de la Paz y de la resolución definitiva del contencioso saharauí con la celebración del Referéndum de Autodeterminación acordado en su día por Naciones Unidas.

Los trabajadores y trabajadoras reunidos en el IV Encuentro de la Red, en Dijon (Francia) del 21 al 24 de abril, queremos expresar nuestra total solidaridad con el pueblo saharauí en su legítima lucha en defensa de su autonomía. Afirmamos que para nosotros se debe respetar la libre determinación de los pueblos.

Dijon, Francia, 24 de abril de 2022.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

# Solidarity with Palestine against the apartheid and the ethnic cleansing carried out by the Zionist State

The International Labour Network of Solidarity and Struggle stands in solidarity with Palestine against the apartheid and the ethnic cleansing carried out by the Zionist State.

The International Labour Network of Solidarity and Struggle joins the BDS campaign as well as all campaigns in solidarity with the Palestinians such as freedom for all Palestinian political prisoners, Open Shuhada street, end the siege on Gaza, for the right of return and others.

From the River to the Sea, Palestine shall be free!



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## We support the sudanese revolution

We send the warmest greetings from the International Labour Network of Solidarity and Struggle and we did look forward to hear your voice that comes from the Sudanese revolution. We are many unions from Europe, Latin America, Asia, and Africa. Your revolution is an inspiration.

The International Labour Network of Solidarity and Struggle gives full support for your actions like the March of Millions, strikes by unions and resistance committees, led by many youths that face the military every day.

We support the Sudanese revolution that began in December 2018. The overthrow of al-Bashir's rule was an important battle. It was made possible by one of the biggest insurrectionary processes on the African continent in recent decades.

The combination of workers' strikes (Petro-Energy, lawyers, Atbara railway workers, pharmacists, doctors, SEEN Flour Company, bank workers, teachers, etc.), mass occupation in front of the army national headquarters and mobilisations in most villages defeated al-Bashir but did not oust the military from power.

- The military organised a coup on October 2021, to massive resistance that continues every day.
- We condemn the Sudan Coup authority that arrests and tortures activists.
- We condemn the Coup authority of the killing of peaceful protesters.
- We condemn the Coup Authority of taking the country back to Dictatorship and we order them to hand the power to civilians.
- We will continue to build solidarity directly with the Sudanese combative trade unions and Resistance Committees to assist the Sudanese revolution. We look forward to meeting them face to face in the future.
- We pledge, discussing the optimum time with Sudanese resistance, to respond to and build for a call by the Sudanese organisation of the revolution for an international day of action.



## International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés  
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas  
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال  
Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta  
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas  
Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

## **Nous apportons notre soutien à la révolution soudanaise**

Depuis le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés, nous adressons nos chaudes salutations à la révolution soudanaise, dont nous voulions recevoir des représentants durant nos rencontres. Pour nous, syndicats d'Europe, d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique, cette révolution est source d'inspiration.

Nous apportons, au nom du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés, notre plein soutien aux actions, telles la Marche des Millions, les grèves des syndicats et des comités de résistance, qui sont menées par des jeunes qui font face à l'armée chaque jour.

Nous apportons notre soutien à la révolution soudanaise qui a débuté en décembre 2018. La capitulation de Al-Bashir a été une victoire importante. Elle a été rendue possible par un des plus grands processus insurrectionnels du continent africain des dernières décennies. La combinaison des grèves des travailleurs (Petro-Energy, avocats, cheminots, pharmaciens, médecins, SEEN Flour Company, personnel des banques, enseignants, etc.), des occupations massives des parvis du centre de commandement national de l'armée et des mobilisations dans la plupart des villages ont entraîné la défaite de Al-Bashir mais n'ont pas réussi à chasser les militaires du pouvoir.

- Les militaires ont organisé un coup d'État le 20 octobre 2021, face à une résistance massive qui se poursuit chaque jour.
- Nous condamnons l'autorité putschiste qui arrête et torture des activistes, tue des manifestants pacifistes.
- Nous condamnons l'autorité putschiste qui ramène notre pays à une dictature et exigeons qu'il remette le pouvoir à des autorités civiles.
- Nous allons continuer à bâtir une solidarité direct avec les syndicats soudanais combatifs et les Comités de résistance pour soutenir la révolution soudanaise. Nous ferons notre possible pour rencontrer nos camarades rapidement.
- Nous nous engageons, en discutant au mieux avec la résistance soudanaise, à répondre à son appel de définir une journée internationale d'action de soutien.